

L'ARBRE AUX YEUX BLEUS

Lorsque, en 1950, Nazim Hikmet fut désigné par le Conseil Mondial de la Paix, avec Pablo Neruda, pour recevoir le Prix mondial de la paix, il ne put se déplacer pour le recevoir à cause des séquelles de onze années d'emprisonnement dans les cachots de la dictature turque et de ses grèves de la faim répétées qui avaient eu raison de sa santé. Mais cela ne l'empêcha pas de continuer à faire de sa plume, comme il le disait, son meilleur instrument de bataille.

Les militaires au pouvoir à Ankara avaient, pourtant, tout essayé pour le faire taire, y compris les tentatives d'assassinat. Impossible. Ses poèmes, accouchés pour la plus part en prison, firent le tour du monde et le tour des langues. Désespérés, les médiocres tyrans n'eurent d'autre recours que de l'effacer des registres de l'état civil turc ; ainsi ils décrétèrent, en juillet 1951, que le grand poète n'avait jamais existé ou, plutôt, qu'il n'était jamais né.

Avec les yeux de la couleur des cieux de sa Salonique natale, Nazim devint communiste en s'intéressant aux luttes paysannes contre l'occupation de son pays par les alliés après la Première Guerre mondiale. La jeune révolution d'octobre fit le reste et le poète ne tarda pas à visiter Moscou où l'amitié de Maïakovski lui apprit à concilier militance politi-

que et refus des dogmatismes. Il n'oublia pas ses racines, ni son foyer d'adoption (1) :

*Le plus beau des océans est celui qu'on n'a pas encore traversé
Le plus beau des enfants n'a pas encore grandi.*

*Les plus beaux de nos jours sont ceux que nous n'avons pas encore vécus.
Et les plus beaux des poèmes que je veux te dire sont ceux que je ne t'ai pas encore dits.*

Ou encore :
*Ils nous ont eus :
moi à l'intérieur des murs,
toi à l'extérieur.
Ce qui nous arrive n'est pas grave.
Le pire :
c'est de porter en soi la prison
consciemment ou inconsciemment.*

Optimisme qui se traduit aussi dans une intense tendresse ; toujours sous les barreaux, il s'adresse à sa compagne absente :

*Dors ma belle, dors
Des jardins je t'apporte à l'instant le sommeil
Ah ! dans tes yeux marrons que sont vertes les treilles
Dors ma belle, dors
dors en souriant aux anges.
Dors ma belle, dors
De la mer je t'apporte à l'instant le sommeil
Un sommeil vaste et*

*frais, léger comme une abeille
Dors ma belle, dors
sous les voiles gonflées de vent.*

*Dors ma belle, dors
Des astres je t'apporte à l'instant le sommeil
Un sommeil d'un bleu sombre à du velours pareil.
Dors ma belle, dors
car à ton chevet mon cœur veille.*

Tendresse qui ne l'empêche pas, bien au contraire, d'exercer le métier suprême du militant : la résistance.

*Je suis dans la clarté qui s'avance
Mes mains sont toutes pleines de désir
Le monde est beau
Mes yeux ne se lassent pas de regarder les arbres
Les arbres si verts, les arbres si pleins d'espoir*

*Un sentier s'en va à travers les mûriers
Je suis à la fenêtre de l'infirmier
Je ne sens pas l'odeur des médicaments
Les oeillets ont dû s'ouvrir quelque part*

*Etre captif, là n'est pas la question
Il s'agit de ne pas se rendre*

Voilà.

Commentaires de Pablo RODRIGUEZ

(1) Ces poèmes ont été extraits de Nazim Hikmet, *Il neige dans la nuit et autres poèmes*, Poésie/Gallimard, Paris, 1999.

Sommaire

Pour un nouveau projet politique marxiste,
P. BEAUVOIS, p. 2

F1, cigarettes et porte-plumes aveugles...
D. BRISSA, p. 4

Chronique des voyous
A. DE KUYSSCHE, p. 5

Banlieues
Communiqué du PC et textes de Ch. VERTENOUIL et V. HUGO, pp. 6 à 8

ONG : la faim et les moyens,
P. EYBEN, p. 9

Fêtes du DR,
P. RODRIGUEZ et M. MACHIROUX, pp. 10-11

Années de guerre,
Z. BLUSZTEJN, pp. 12-13

Europe en voie de sous-développement,
O. HAMMERSTEIN, pp. 14-15

Communistes luxembourgeois,
A. DE KUYSSCHE, p. 16

Moyen-Orient : dérives et dérivations,
P. DELMOTTE, p. 17

Amériques : échec au libre-échange,
F. LEVEQUE, pp. 18-19

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

Numéro 9
Décembre
1 €

le drapeau rouge

Mensuel du Parti Communiste fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Editorial

LE TEMPS DES LUTTES !

Ca pète de partout ! Pacte des générations, chèques mazout, logements sociaux, Francorchamps et manœuvres d'étouffoir : rien ne va plus', comme diraient les responsables du Casino de Dinant, emberlificotés dans leurs comptes douteux !

Ajoutez à cela la quasi faillite de la Ccof (Commission Communautaire francophone de la Région bruxelloise), le budget en rade de la Région bruxelloise, quelques voitures incendiées et un dossier 'survol de Bruxelles' mobilisant toutes les énergies, nous obtenons un joli tableau offert par le monde politique à l'occasion des fêtes de fin d'année...

Nous ne reviendrons pas sur la légitime suspicion que ce déballage de linge sale n'arrive pas par hasard (toutes les magouilles florissaient depuis longtemps) et qu'il n'est pas perdu pour tout le monde. Il y a plus grave.

C'est l'avenir, le nôtre et celui des générations futures, qui est en



train de se jouer. Dans quelle Belgique et dans quelle Europe un enfant verra-t-il le jour en 2006 ? Sans aucun doute, dans un pays et un continent en voie de sous-développement. Exemple significatif, le secteur de la recherche, capital pour le devenir économique et social. Rappelons à ceux qui en douteraient que la prospérité passée de la Belgi-

que s'est, notamment, construite sur les recherches en chimie, métallurgie, pharmacie, ressources énergétiques, pour ne citer que les principaux domaines.

Or, il se fait qu'entre 2001 et 2004, la dépense publique par poste

à 9,14 pour mille et à 8,08 aux USA. Les chiffres de la Belgique, toujours difficiles à obtenir quand ils sont mauvais, se situent en dessous de la moyenne européenne.

En 2000, l'objectif de Lisbonne était de 8 pour mille, sur le territoire de l'Europe. Lisbonne ? Un grand show des chefs d'Etat où, comme au cirque, on nous annonçait un programme mirobolant, dont le clou était le dépassement de l'économie des Etats-Unis par celle de l'Europe ! Nous en prenons le chemin exactement contraire et, face à la Chine, nous comptons pour des prunes.

Conscients que ces défis dépassent le cadre strictement belgo-belge, comme le montrent les pages consacrées aux récentes émeutes françaises, les communistes de Wallonie et de Bruxelles ont des propositions concrètes, crédibles, réalisables rapidement. Le texte de Pierre Beauvois (pages 2 et 3) énumère quelques pistes de réflexion pour les luttes en cours et à venir.

Oui, plus que jamais, voici venir le temps des luttes !

le drapeau rouge: 9, rue Rouppe -1000 Bruxelles - Bureau de dépôt: 1000 Bruxelles 1 - Numéro d'agrégation: 405.266 - BC 9768

le drapeau rouge

Mensuel du Parti Communiste

Editeur responsable : Pierre Beauvois
Adresse: 9, rue Rouppe - 1000 Bruxelles
Tél: 02/503.35.80 - Fax: 02/503.34.96
Adresse électronique : dr@belgi.net

Abonnement annuel : 12 € - Etranger : 18 €
Envoyé sous enveloppe fermée
Abonnement de soutien : 25 et 50 €
Chômeurs, étudiants : 8 €
ING: 310-1877676-36

Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication

Contrairement à ce que déclarent divers porte-parole de la gauche radicale, le capitalisme n'est pas en crise, du moins par rapport à son objectif premier : l'extraction de profits tirés de l'activité économique, donc de l'exploitation du travail. Il suffit de jeter un simple coup d'œil sur les bilans des groupes transnationaux pour s'en convaincre.

Il en est de même de la part croissante exigée par les principaux actionnaires, les intermédiaires financiers qui vendent les produits boursiers (Sicav, fonds communs de placement, fonds de pensions...), mobilisant ainsi l'épargne de la classe moyenne et permettant au passage aux managers de partir en fin de carrière avec des pactoles.

A ce propos, on notera une profonde évolution du capitalisme. A partir des années « monétaristes » de l'ère Reagan-Thatcher, un rapport de force se modifie. Auparavant, et même avant la phase keynésienne de la fin du 19^{ème} siècle, la distribution de la plus-value se faisait essentiellement en faveur des investissements d'extension des entreprises. Il s'agissait de produire plus, mieux, de diversifier l'activité économique, donc d'accumuler du capital matériel. Par ailleurs, le capitalisme était essentiellement national. Il était le fruit de la désintégration progressive des empires monarchiques. L'Etat « nation », sous la pression de la lutte de classes et des besoins de la bourgeoisie industrielle, exigeait une part de cette plus-value, via l'impôt, redistribuée, soit sous forme sociale, soit sous forme d'investissements publics ou privés.

Il y avait, de fait, un compromis « contre » l'actionnaire. Celui-ci bénéficiait de dividendes faibles, mais de la garantie de voir la valeur de son action s'élever régulièrement dans le temps, en échange d'une croissance quantitative du potentiel économique, et d'une croissance qualitative de la force de travail. Pour preuve de ce compromis, la faible activité des marchés boursiers jusqu'au début des années '80. Par la suite, la spéculation explose.

Quotidiennement, le monde politico-médiatique ausculte et fonde son discours sur le volume des échanges boursiers. C'est la course

aux *return* rapides. C'est l'inversion du compromis ancien en faveur de profits financiers à court terme pour l'actionnariat dominant et des managers dévoyés de leur rôle de promoteurs de l'entreprise par l'accès aux *stock option*.

Extension du prolétariat

Une évolution marquante du monde du travail est l'extension du prolétariat au cours des dernières décennies. Le salariat officiel et officieux a considérablement augmenté depuis la seconde guerre mondiale. Officiel, par le développement des services publics (privatisés ou pas) qui représentent dans les sous-régions les plus démunies souvent plus de 40 % de la population active, par le laminage du commerce de détail suite à l'extension de la grande distribution. Officieux, par le développement de la sous-traitance dans la plupart des branches industrielles et de services. L'explosion du nombre de PME et des TPI (toutes petites entreprises) est un fait européen.

En vingt ans, le nombre de sociétés juridiques belges enregistrées par la Centrale des bilans de la Banque nationale a plus que triplé. La « PMisation » de la production est à la fois une régression des droits syndicaux et une création de travailleurs « indépendants » dont bon nombre sont taillables et corvéables à merci puisque soumis, d'une part aux monopoles financiers pour leurs investissements et, d'autre part, à leurs clients qui sont pour l'essentiel des multinationales et leurs filiales. Donc entre marteau et enclume.

On pourrait, à la limite, comparer ce processus de dépendance du grand capital à celui du 19^{ème} siècle dans la production à domicile par le secteur textile de Binche et l'armurerie à Liège. Si l'on admet que le salariat officiel et officieux progresse au point d'atteindre les quatre cinquièmes de la population active, on converge nécessairement avec la critique de Marx du programme social-démocrate de Gotha et d'Erfurt. Celui-ci faisait de la classe moyenne un adversaire principal de la classe ouvrière, alors que Marx arguait que ces classes étaient en voie de « reproductivité » par le grand capital et, par conséquent des alliés

Pour un nouveau politique



potentiels objectifs.

Cependant, si le prolétariat s'élargit considérablement, il lui manque une conscience de classe. Il est hétérogène, bien que ses composantes soient soumises aux mêmes conditions d'exploitation et de licenciements. Les restructurations capitalistes ne font guère de distinction entre le sort des ouvriers, des employés et des cadres. Et ces derniers sont de plus en plus traumatisés dans leur fonction par les divergences entre la création et les impératifs de rendement financier. Il y a donc divorce croissant entre de larges couches du prolétariat qui maîtrisent le progrès technologique, mesurent les capacités potentielles de satisfaire les besoins mondiaux des populations, et la bourgeoisie

sur une intégration latino-américaine alternative re-surge avec force. La naissance de la chaîne de télévision sud-américaine *Telesur* et le projet d'intégration énergétique, à l'ini-

des Amériques ET MAT LIBRE NGE ?

tiative de Chavez suscite beaucoup d'enthousiasme dans les milieux progressistes. La situation a changé, c'est appréciable ; mais peut-on véritablement affirmer, comme certains osent le faire, que l'Amérique du Sud a pris le chemin de l'intégration ? Il faut sans doute raison garder. De nombreux gouvernements latino-américains parlent d'intégration, mais les avancées concrètes pour la construire sont minimes au regard des déclarations grandiloquentes. Ces difficultés sont fort visibles aujourd'hui au sein du Marché commun du Cône Sud (Mercosur), né en 1991 et qui regroupe le Paraguay, l'Uruguay, l'Argentine et le Brésil. Souvent considéré comme une base sur laquelle pourrait être bâtie l'unité sud-américaine, le Mercosur connaît peu de progrès, tant au niveau de la construction d'institutions politiques communes que de la coordination de stratégies économiques. En effet, l'union est déchirée par plusieurs conflits commerciaux opposant le Brésil et l'Argentine, qui sont en compétition dans de nombreux domaines.

Autre proposition, plus proche des intérêts populaires, est celle faite par le président Chavez, soutenue par Cuba, d'une Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), mais celle-ci, bien qu'appuyée par de nombreux mouvements sociaux, n'est pour l'instant qu'une déclaration d'intentions et un énoncé de principes.

Il est de bon ton de dire que l'Amérique du Sud a pris un virage à gauche et que l'hégémonie néolibérale s'affaiblit, une vision que le déroulement du récent sommet de Mar del Plata semblerait confirmer. C'est l'éternelle question de la bouteille à moitié vide ou à moitié pleine. Des 34 pays présents au sommet en Argentine, 29 ont appuyé l'ALCA ou du moins la reprise des négociations. C'est considérable. Mais, en face, les pays qui ont résisté sont les économies parmi les plus importantes du sous-continent : les pays du Mercosur et le Venezuela.

Dérégulation bilatérale

Au sortir de la rencontre, délégations et commentateurs ont souligné l'échec du projet libéraliste impulsé par les EUA. Un échec pourtant tout relatif. Si l'ALCA est le principal symbole du libre-échange sur le continent, il ne constitue pourtant pas la seule voie de la dérégulation commerciale. Il faut en effet tenir compte de l'offensive fructueuse de l'administration Bush sur le terrain bilatéral. Si certains pays s'associent à des accords tendant à favoriser l'émergence d'un bloc régional sud-américain, ces mêmes pays ont signé ou négocient parallèlement un traité de libre-échange avec les Etats-Unis (Amérique centrale, Equateur, Colombie, Pérou, Chili). De plus, l'opposition du Mercosur à l'ALCA,

comme le précise Eduardo Gudynas, « n'est pas le fruit d'un désaccord sur l'instrument d'un accord de libre-échange. En réalité, ces gouvernements appuient les accords de libre-échange, mais ils attirent l'attention sur le fait que tandis qu'ils ouvrent leurs marchés à certains secteurs, ils ne bénéficient pas d'une ouverture réciproque du même type des Etats-Unis (et du Canada). Le MERCOSUR veut du « vrai » libre-échange, et par conséquent vise à démanteler le protectionnisme et les subsides agricoles » (5). Le néolibéralisme a fait des dégâts dans la pensée de cette gauche qui gouverne aujourd'hui en Amérique du Sud, à l'exception peut-être du Venezuela de Chavez. « Les références à l'« unité latino-américaine » existent toujours, mais leurs contenus ont changé substantiellement au cours des années '90, avec la diffusion d'une vision commerciale de celle-ci » (6). L'attitude de ces gouvernements par rapport à leur dette extérieure est parlante.

Pour l'économiste argentin Claudio Katz, « Tous les projets de renforcement de la suprématie commerciale états-unienne sont soutenus par l'accroissement de l'assujettissement financier de l'Amérique latine. L'ALCA repose sur le recouvrement de la dette externe, parce que l'application d'accords d'ouverture économique et de dérégulation exige la supervision directe par le FMI de la politique économique dans la région. C'est pourquoi, discuter de l'ALCA sans parler de la dette manque de sens. Ce sont deux processus qui dépendent l'un de l'autre. Chaque paiement d'intérêts accroît la perte de souveraineté de pays qui sont forcés d'adhérer à des traités commerciaux défavora-

bles. Ce résultat aboutit à son tour à de plus grandes concessions financières. Un cercle vicieux semblable ne peut pas être interrompu sans rejeter la domination impérialiste dans les deux domaines » (7). En 1980, le stock de la dette de l'Amérique latine et des Caraïbes était de 257,4 milliards de dollars. Malgré ou plutôt à cause des plans d'ajustement structurel, en 2004, la dette s'élevait à 773,5 milliards. Ce qui signifie qu'elle a été multipliée par 3. Or, les pays endettés du sous-continent ont déboursé depuis au titre de service de la dette plus de 7 fois la dette initiale. Comment alors planifier des stratégies économiques conjointes de développement si chaque pays se voit obligé de négocier seul face à ses créanciers ? Comment parler d'intégration si ces mêmes gouvernements se chamaillent pour récolter, en faveur de secteurs de leur bourgeoisie, des miettes des marchés états-unien ou européen ?

Il y a vingt ans, Fidel Castro appelait à la formation d'un club de pays endettés pour affronter conjointement les créanciers. Cet appel reste d'actualité. La crise de la dette (1982) a créé un cadre de domination dont la mise en cause ne pourra être viable que si les pays sud-américains donnent du contenu à leurs grandes déclarations et construisent un bloc régional basé sur la solidarité, la coopération et la défense de leurs intérêts.

Frédéric LEVEQUE
Animateur de RISAL

(www.risal.collectifs.net)

- (1) Le Courrier, avril 2005
- (2) Alternatives Sud, 2003
- (3) Ibid.
- (4) RISAL, 2005
- (5) INTEGRACION-Sur, novembre 2005
- (6) Revista del Sur, janvier 2005
- (7) RISAL, décembre 2003

Une fois n'est pas coutume, la presse belge, écrite et audiovisuelle, s'est penchée, au début du mois de novembre, sur l'actualité latino-américaine, à savoir le Quatrième sommet des chefs d'Etat des Amériques, à Mar del Plata, en Argentine. Certes, cette couverture médiatique a fait la part belle au show des petites phrases, aux 2.000 hommes des services de sécurité de G. W. Bush et aux déclarations toujours aussi peu conventionnelles du Comandante Hugo Chavez, président du Venezuela, qui a partagé les applaudissements des manifestants du contre-sommet avec Diego Maradona. On peut regretter que cette couverture se soit davantage axée sur l'affrontement entre Chavez et Bush que sur l'enjeu fondamental de cette rencontre : le libre-échange et plus particulièrement le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ALCA, selon le sigle en espagnol).

Un nouveau paysage

Depuis plusieurs années, le paysage social et politique du sous-continent sud-américain a fortement évolué. Les discours sur les bienfaits des privatisations, de l'ouverture des marchés, des investissements étrangers, n'ont plus l'effet escompté - anesthésiant - sur ces peuples. Nombreux sont les gouvernements associés à l'imposition agressive de politiques néolibérales qui ont été écartés du pouvoir. Ce fut encore le cas cette année en Equateur avec la démission de Lucio Gutierrez (avril) et en Bolivie, avec celle de Carlos Mesa (juin).

Autre phénomène de l'actualité sud-américaine, l'émergence et le renforcement d'importants mouvements sociaux : des habitants des quartiers pau-

vres du Venezuela aux indigènes aymaras de Bolivie, sans oublier les *piqueteros* argentins, les coordinations contre les privatisations ou les luttes locales pour le contrôle des ressources naturelles. Avec pour résultat de cette contestation, l'arrivée à la tête de plusieurs pays de gouvernements progressistes bénéficiant de l'appui des populations les plus fragilisées par vingt années de régression sociale.

Qui dit changement du paysage social et politique du sous-continent dit évolution du rapport de forces. Le relatif échec, en juin dernier, de l'administration Bush à imposer son candidat à la tête de l'Organisation des Etats américains, témoigne de sa difficulté à faire passer ses volontés comme une lettre à la poste. La bonne santé diplomatique du Venezuela bolivarien, utilisant le pétrole pour approfondir des mécanismes d'intégration sous-continentale et développer son influence témoigne également des adversités rencontrées par l'Uncle Sam.

L'ALCA, késako ?

Chez les Bush, entre le mandat de Bush père, qui lança l'Initiative pour les Amériques - le futur ALCA - au début des années 90 à l'époque où « l'histoire prenait fin », et celui du fils, quand l'histoire reprend du poil de la bête et bouge en Amérique du Sud, on a dû ressentir le retournement de la conjoncture. Le blocage des négociations sur l'ALCA en témoigne. Ce projet ambitieux d'« intégration » des Amériques n'a comme seul objectif que de favoriser les entreprises états-uniennes via la formation d'un grand marché unique de 34 pays « démocratiques », Cuba en étant exclu. Pour Denise Mendez, de la Commission internationale

d'Attac France, l'ALCA, c'est « l'accélération de la mise en place du programme de l'Organisation mondiale du commerce au niveau continental avec, notamment, la libéralisation des services, la protection des investissements et la priorité absolue aux exportations » (1). Colin Powell, l'ancien Secrétaire d'Etat états-unien a été encore plus clair : « Notre objectif avec l'ALCA est de garantir aux entreprises des Etats-Unis le contrôle d'un territoire qui va du Pôle Nord à l'Antarctique et d'assurer un libre accès, sans obstacles ni difficultés, à nos produits et à nos services » (2). Pour le Centre Tricontinental, « Le marché étant un rapport social, le libre-échange signifie en fait l'élimination, l'absorption ou la marginalisation des plus faibles » (3). Alors que les EUA représentent 79 % du produit intérieur brut continental, on peut facilement imaginer les conséquences d'un tel accord.

L'ALCA est en fait une sorte d'élargissement de l'ALENA, l'Accord de libre-échange nord-américain regroupant le Mexique, les EUA et la Canada. Ce traité est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994 et a été « célébré » à sa manière par le soulèvement de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et son sous-commandant Marcos, au Chiapas, dans le sud-est du Mexique. Les effets de cet accord sont maintenant bien connus, après onze ans d'application. En effet, le commerce transfrontalier a crû, à l'instar des investissements, mais le bien-être et les emplois promis font défaut. Pire, rien que dans l'agriculture, de par les importations massives en provenance des Etats-Unis, 1,7 millions d'emplois ont été perdus, augmentant ainsi la pression migratoire. Le journaliste Renaud Lambert souli-

gne que « depuis l'ALENA, le Mexique importe en grande partie les aliments qu'il produisait autrefois (...) Ce ne sont pas moins de 78 milliards de dollars que le pays dépense pour des produits alimentaires

Après le Sommet
ECHEC
AU L
ECHA

dans le cadre de l'accord... une somme qui dépasse sa dette extérieure (environ 75 milliards de dollars). Ainsi, le Mexique, qui devait trouver de nouveaux marchés externes pour ses produits, a surtout trouvé de nouveaux produits pour noyer son marché interne » (4).

Blocage des négociations

De nombreux mouvements sociaux latino-américains ont mis en évidence l'augmentation des inégalités et de la pauvreté au Mexique pour lutter contre l'imposition par Washington et leurs gouvernements laquais du même type de traité à l'ensemble de l'hémisphère. Leurs mobilisations, les campagnes continentales ont contribué à mettre un frein et même à bloquer les négociations. L'absence de consensus autour d'une déclaration finale au Sommet de Mar del Plata en témoigne.

Face au blocage des négociations sur l'ALCA, et donc au refus d'une intégration de type « néo-colonial », les discours et déclarations de principe

Un nouveau projet marxiste



financière internationalisée obsédée par le rendement.

La question est donc de déterminer les éléments structurants d'une classe sociale largement majoritaire, plus que jamais, suite aux stratégies du capital financier. On parlerait de reconstruire une conscience de classe.

On serait tenté par un parallélisme entre l'avènement de la bourgeoisie industrielle, marchande et financière des temps modernes, au détriment du féodalisme, et celui d'un nouveau prolétariat, représentant l'essentiel de la population active contre la bourgeoisie financière.

Trois éléments structurants

Un premier élément structurant reste celui de l'exploitation élargie de la force de travail, au demeurant de

plus en plus intellectualisée, uniformisant le sort réservé aux « col bleus » et aux « col blancs ». Cependant, une nette différence existe dans la possibilité d'estimer le taux d'exploitation du mineur, du sidérurgiste, du verrier du début de 20^{ème} siècle et celui du travailleur actuel. S'il était relativement simple de comparer, comme le faisait Marx, le coût du travail payé pour une pièce de coton tissé à celui de l'achat de celle-ci sur le marché de détail, il faut noter que la marchandise actuelle résulte très souvent d'un vaste assemblage de pièces, de savoirs, de services incorporés provenant du monde entier. Donc l'estimation du taux d'exploitation nécessite une analyse microéconomique complexe qui justifie la coopération et la solidarité de nombreux types de travailleurs, ouvriers, techniciens, cadres et chercheurs. En conséquence, une volonté, par exemple syndicale, de revitaliser l'opposition entre travail et capital en mobilisant ces catégories diverses dans une recherche commune serait un élément de plus grande cohésion et cohérence de l'intervention des exploités.

Un deuxième élément structurant réside dans le fait qu'il y a socialisation croissante du capital. Et partant, il y a une différence profonde entre le patronat d'hier qui engageait ses fonds propres, à risques, dans son entreprise, et les financiers et managers d'aujourd'hui qui possèdent une faible part du capital disponible du groupe, l'essentiel provenant de l'épargne populaire collectée par les banques-assurances, des fonds de pensions, des aides publiques. Ceci est particulièrement évident dans les opérations de privatisation.

Dans la même veine, on constate également une socialisation des savoirs. La complexité de la production et de la gestion mobilise des professions très diverses, quasi-toutes salariées. 40 % de la population active est passée par l'enseignement supérieur et universitaire et domine bien plus qu'avant le maniement des sciences et des techniques. Le patron n'est plus ce Pic de la Mirandole contrôlant technologie, organisation du travail, gestion. Il est exclu qu'Albert Frère dispose de toutes les connaissances indispensables au fonctionnement de l'armada de sociétés qu'il contrôle.

Donc, le concept classique du « patron qui crée de l'emploi » est moins valide que jamais, car il n'est plus le détenteur des savoirs et des fonds. S'il y a socialisation des savoirs et du capital, il y a recul de la socialisation du pouvoir de décision via la démission consentie du pouvoir politique à intervenir dans la politique économique. Il y a donc un large espace pour remettre en cause la légitimité du pouvoir du patronat financier qui se nourrit idéologiquement de mythes dépassés historiquement. Ce d'autant plus que la notion de concurrence est tendanciellement en voie d'extinction par le processus de concentration du capital. Ces constats peuvent constituer, avec l'analyse des nouvelles formes d'exploitation, un deuxième facteur structurant de la lutte des classes, l'idéologie dominante s'appuyant sur des chimères.

Dernier élément structurant potentiel, le décalage croissant entre le choix des technologies fait par le capitalisme financier et les possibilités alternatives existantes pour satisfaire mieux les besoins humains mondiaux, sans mettre en danger l'avenir de la planète et des espèces. Ces possibilités alternatives sont de plus largement débattues au sein du « nouveau prolétariat ». Elément auquel vient s'adjoindre une culture de paix refusant notamment la destruction par la guerre d'un capital matériel afin de recréer des marchés monopolistes.

En conclusion

Un projet politique marxiste devrait viser à organiser la montée en puissance de l'intervention du nouveau prolétariat, qu'il faut au préalable unifier. Une telle force interviendrait dans la gestion avec d'autres critères que celui du profit. Un tel travail passerait par des revendications de droits nouveaux dans les entreprises privées et publiques ; par la remise en cause du modèle actuel de délégation de pouvoir ; par une décentralisation du pouvoir de décision, politique comme économique, en opposition avec la concentration de celui-ci et l'accroissement des privilèges qui sont, tous deux, le signe d'une crise d'efficacité du système actuel.

Pierre BEAUVOIS

« En vérité je vous le dis : Kafka était belge ». On a maintenant la certitude quasi-absolue que le surréalisme aussi...

Le dossier « Francorchamps » semble être le seul enjeu politique de ces dernières semaines, éclipsant presque la saga des logements sociaux et les luttes autour du pacte des générations. Qui est coupable ? A qui profite le crime ? La Région wallonne est-elle pieds et poings liés devant Bernie Ecclestone jusqu'en 2010 ? Voilà au moins trois questions auxquelles la majorité PS-CDH a tenté de répondre ce jeudi 17 novembre lors d'une fameuse mise au point. Serge Kubla (MR), ministre en charge du dossier à l'époque, continue à se défendre en prétendant que « la Région n'est nullement engagée » et rejette la balle vers Daerden. Un journal affirme qu'il n'existerait de la part de l'ancien ministre qu'une lettre de remerciement adressée à Meusinvest, cette dernière ayant accepté de garantir le prix du plateau de l'édition 2004. Pourtant, les procès-verbaux des conseils d'administration de Meusinvest mentionneraient aussi les faits suivants : engagement écrit, lettre à Ecclestone. Le tout accablé Kubla.

Puis, il y a le frangin Happart (PS) qui nous affirme avoir signé sans rien lire, « parce que c'était en anglais » (moi, toutes ces langues germaniques...). Sa bonne bouille ferait bien rire s'il n'avait engagé le contribuable wallon jusqu'en 2010 ou 2015, selon les sources : 13,3 millions d'euros de garantie et 14 millions d'euros par Grand Prix non organisé. Un montant qui pourrait atteindre la somme de plus de 3 milliards d'anciens FB d'ici 2010, c'est-à-dire l'équivalent de 800 à 1.000 logements sociaux ou de six centres de recherche...

Bref : il y a Grand Prix, tu payes ; il n'a pas Grand Prix, tu payes. En affaires, cela s'appelle un

F1, cigarettes et ports aveugles...

« gagnant-gagnant », sauf que pour les contribuables wallons, et pour l'environnement, c'est plutôt « perdant-perdant » !

Car enfin, sous couvert de démonstration sportive, un Grand Prix de Formule1 à Francorchamps consiste surtout à accueillir et à co-organiser une gigantesque opération publicitaire consistant à faire rouler des bolides à 250 km/h dans la forêt ardennaise. Il y a la publicité

té dans les déplacements. Magnifiant les performances déplacées et l'infaillibilité de la mécanique, le « sport » automobile contribue à l'insécurité routière et à la demande de véhicules inutilement rapides et dangereux, sans parler même de leurs conséquences sur l'effet de serre.

2) La circulation de ces bolides à l'occasion de courses organisées dans une zone naturelle



o u -
verte : souvenez-vous des débats sur la pub pour le tabac. Puis il y a la persuasion en douce : ce type de manifestation est également une arme idéologique de l'industrie automobile, un message subliminal à destination de tous les travailleurs/consommateurs, frustrés dans leur quotidien d'exploités du système, à qui on suggère qu'une grosse voiture, « ça vous pose un mec ». Chez ceux qui se laissent attraper, cela induit des comportements que l'on retrouve à la fois dans les habitudes de consommation et dans les pratiques de mobilité, y compris les incivilités de conduite.

Résumons en trois points :

1) La vitesse automobile et la conduite « sportive » sont des facteurs importants de dangero-

préservée semble une provocation, alors que la liste des sites pollués en Wallonie ne cesse de s'allonger et que les méfaits de l'effet de serre et des pollutions atmosphériques sont de plus en plus inquiétants. Pour les combattre, la place de la voiture en ville (et en particulier celle des véhicules de type 4x4 ou SUV) reste à remettre en cause. Les courses automobiles ne font que la stimuler.

3) Enfin, la F1 est l'un des derniers bastions de la publicité des fabricants de cigarettes en Belgique, restreinte par la loi depuis plusieurs années.

En son temps, le gouvernement wallon – verts compris, malheureusement – déclarait que le maintien d'un Grand Prix serait une opération inattaquable car

Moyen-Orient :

Dérives et dérivations

Les propos de Mahmoud Ahmadinejad, président de la République islamique d'Iran, appelant publiquement à deux reprises à « rayer Israël de la carte », ont suscité à juste titre l'indignation d'une bonne partie de l'opinion. À l'âge du nucléaire, parler d'effacer un pays de la mappemonde, équivaut forcément à évoquer l'annihilation de ses habitants, à savoir, en l'occurrence, près de 5 millions d'êtres humains, Palestiniens d'Israël compris (1). Dans les années 1960 et 1970, les Palestiniens et l'OLP – même s'ils envisageaient la destruction de « l'entité sioniste » – s'en prenaient avant tout à sa dimension étatique et idéologique. Et débattaient – ou plutôt fantasmaient – du sort futur de ses habitants juifs, dont ils avaient pris acte : citoyenneté palestinienne, État binational ou retour ou renvoi aux pays d'origine. Rien de tout cela chez Monsieur Ahmadinejad.

Mais les mots assassins du président iranien relèvent aussi de la rododromie irresponsable. Car, l'Iran disposerait-il des moyens de concrétiser l'appel de M. Ahmadinejad – ce que, entre autres, les États-Unis s'efforcent depuis plusieurs mois de faire craindre au monde –, il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'un tel acte aurait pour conséquence immédiate de voir l'Iran « rayé de la carte »...

Peu nombreux sont, toutefois, ceux qui, notamment dans les médias, ont insisté sur cet aspect des déclarations d'Ahmadinejad. À savoir que sa « petite phrase » du 26 octobre, réitérée le 28, était essentiellement destinée à la « consommation » intérieure. À faire oublier à son électorat populaire que les promesses du candidat Ahmadinejad n'avaient même pas connu un début de mise en œuvre. À remobiliser cet électorat contre les tendances qui, au sein même du pouvoir iranien, s'emploient à saper les positions présidentielles. En fixant son attention sur le « dérivatif » israélien : faire état d'une puissance et d'une capacité destructrice – même imaginaire – reste, en Iran comme ailleurs, un outil politique efficace face à des populations de plus en plus

accablées par le sentiment de leur impuissance. À l'intérieur comme à l'extérieur.

Peu nombreux sont aussi ceux qui ont pris acte du fait que ces condamnations *urbi et orbi* de l'Iran et de son régime contribuent aussi à occulter les actions – qui, elles, ne relèvent ni de la logorrhée, ni d'un futur improbable, mais du *fait accompli* – que mènent quotidiennement les autorités israéliennes dans les territoires palestiniens occupés. Et qui, précisément, agissent comme un facteur essentiel dans le développement dramatique de ce sentiment d'impuissance généralisée rongant une bonne part des opinions arabe, musulmane et iranienne. Et qui fournissent à des démagogues populistes, comme aux apôtres de la voie terroriste, une audience inespérée, basée sur les défits accumulés.

Il s'agit de la consolidation accélérée de la mainmise coloniale israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Par l'extension des colonies, la construction poursuivie du Mur, alias « clôture de sécurité », les arrestations et la multiplication des raids meurtriers contre des militants palestiniens qu'il est trop simple de ne qualifier que de « terroristes ». Une consolidation délibérément accélérée de l'emprise coloniale israélienne qui semble, étrangement, ne plus faire l'objet de beaucoup d'attention dans nos médias. Médias qui ne se sont néanmoins pas privés de couvrir – parfois de façon dithyrambique et, en tout cas, d'une façon si massive que cela porte à interrogation – le retrait unilatéral de l'armée israélienne de la bande de Gaza comme un « événement historique ».

Pourtant, les commentaires et analyses, notamment israéliens, ne manquent pas, ni ne sont hors d'atteinte, qui décrivent ce « retrait » pour ce qu'il est. À savoir, comme l'a rappelé la carte blanche de l'*Union des Progressistes Juifs de Belgique* (*Le Soir*, 2 novembre), un simple redéploiement. Visant, cette fois avec moins de pertes et de frais, à contrôler de l'extérieur ce territoire de quelque 365 km². Et qui reste une « grande

prison à ciel ouvert », comme l'a dénoncé le 24 octobre l'envoyé spécial (américain !) du *Quartet* pour le Proche-Orient (2).

Ainsi, face à l'appel irresponsable d'Ahmadinejad, il est évidemment « de bonne guerre » que Silvan Shalom, ministre israélien des Affaires étrangères, en appelle aux Nations-Unies. Que Shimon Peres réclame l'exclusion de la république iranienne de cette enceinte. Et que le Premier ministre israélien énonce sentencieusement qu'« un pays qui appelle à la destruction d'un autre peuple ne peut pas être membre des Nations-Unies ».

Cela autorise-t-il nos médias à réduire à la portion congrue ce qui se poursuit de jour en jour dans les Territoires palestiniens ? À escamoter le fait que Sharon est en fait en train d'appliquer un plan qu'il a explicitement reconnu depuis 1979 : affirmer le plus possible la présence israélienne dans les territoires palestiniens, plonger « dans le formol » toute possibilité de négociation réelle avec l'Autorité palestinienne (la condamnant de ce fait), poursuivre la destruction de tout le tissu social palestinien ? Ce que d'aucuns appellent un *sociocide*, à savoir la destruction *sociologique* d'un peuple – les Palestiniens de Cisjordanie et de Jérusalem-Est –, serait-il plus compatible avec l'affiliation aux Nations-Unies ? Méditons donc le jugement que porte Ariel Sharon sur l'Iran. Et demandons-nous qui « représente un danger, non seulement pour Israël et le Moyen-Orient, mais encore pour l'Europe »...

Et ne nous étonnons plus de voir s'accroître le nombre de ceux qui tendent à prêter l'oreille à Ahmadinejad lorsqu'il invoque la lutte contre « le monde de l'arrogance ».

Paul DELMOTTE

(1) Et, dans un tel cas de figure, celui d'une « rayure » nucléaire, l'on voit mal comment les autres Palestiniens, ceux des Territoires, y échapperaient...

(2) Lire *Le Monde*, 26.10.05

OUI, IL Y A DES COMMUNISTES LUXEMBOURGEOIS !

Avouons-le : pour nous, Belges, le Grand-duché de Luxembourg souffre de deux idées reçues. Terre de vacances et refuge pour fortunes mal acquises. En cela, il faut reconnaître que les offices locaux du tourisme ont bien fait leur boulot, car cela les arrange bien de diffuser l'image d'un duché d'opérette, à la Franz Lehar et à la Sissi. Manière comme une autre de passer au bleu un Grand-duché de travailleurs, un Grand-duché dont l'opulence actuelle, tellement vantée, est née dans les luttes ouvrières. A ce titre, l'histoire du Parti Communiste Luxembourgeois (PCL) est exemplaire.

C'est dans les soubresauts sanglants de la boucherie de 14-18 que s'édifie la conscience ouvrière. Le 2 janvier 1916, une manifestation populaire traverse la ville de Luxembourg. Une pancarte est accrochée au piédestal de la statue du grand-duc Guillaume : 'C'est un malheur pour les princes s'ils n'entendent pas le peuple'. 1918 voit la naissance d'un Conseil des ouvriers et des paysans. Les conséquences ne se font pas attendre : adoptée, la journée des huit heures ; accordées, les élections de représentants du personnel dans les entreprises. Même la Grande-duchesse est obligée d'abdiquer ! Les réformes vont beaucoup plus loin qu'en Belgique, où la légende, entièrement fabriquée, du 'Roi Chevalier' accolée à Albert Ier (par ailleurs réactionnaire et attaché avant tout à ses privilèges) va couper l'herbe sous le pied de tout mouvement ouvrier révolutionnaire.

La trahison des possédants

Pour calmer les velléités révolutionnaires pendant la guerre, patrons et gouvernants avaient promis une allocation de vie chère. Parole vite ravalée, une fois la paix revenue. En réponse à la trahison des possédants, des milliers de travailleurs tentent de prendre d'assaut la Chambre des députés. Ce 13 août 1919 marquera les esprits : les révoltés ont les regards tournés vers les soviets établis dans l'ensemble Russie impériale. Il est question d'adhérer à l'Internationale communiste.

Chargé comme en Belgique de canaliser, voire d'éradiquer la colère des foules, le Parti socialiste rejette l'adhésion à l'Internationale communiste. Une minorité quitte la salle de congrès et fonde le 2 janvier 1921, à Niederkorn (dans le bassin sidérurgique), le Parti Communiste Luxembourgeois, le PCL.

Entre-deux-guerres : répressions organisées

Il ne fallut pas attendre longtemps pour voir la grande bourgeoisie essayer de réimposer son ordre et sa vision des choses, l'exploitation des ouvriers. En février 1921 furent annoncés des licenciements massifs, qui conduisirent à une grève de quinze jours. A l'appel du PCL en faveur de l'occupation des usines, le gouvernement répondit par la force brutale. On fit même venir des détachements de l'armée française pour rétablir l'ordre patronal !

Du reste, cette période est marquée par les luttes auxquelles répondent des coups bas. Encouragé par l'installation du pouvoir nazi en Allemagne, le gouvernement tente de faire interdire le PCL (novembre 1933), avant de lancer une grande campagne d'interdiction professionnelle, notamment contre les instituteurs communistes Kill et Urbany. Et tandis que les aciéries de l'Arbed soutiennent Hitler, les députés excluent leur collègue communiste Zénon Bernard. Il s'en faut de peu pour qu'en juin 1937 le gouvernement ne fasse voter une loi interdisant tous les mouvements qu'il estime révolutionnaires - le PCL en premier.

Le combat anti-nazi

1940. Alors que s'installe peu à peu un pouvoir fantoche, entièrement contrôlé par Berlin, les partis politiques sont tous interdits par l'occupant ! Seul le PCL contesta cette interdiction. Cela valut à son président d'être assassiné en 1942. Les arrestations de militants n'empêchèrent pas les communistes d'être la cheville ouvrière de la grève générale d'août 1942 contre l'instauration du service militaire obligatoire. Il faut savoir qu'en tant que région décrétée de langue allemande

Nous ne demandons pas mieux que de présenter les partis communistes d'Europe et d'ailleurs. Si vous avez des informations, si vous nous lisez hors de Belgique, contactez-nous !

par les nazis, le Grand-duché était appelé à devenir une province allemande dans le cadre du Reich de mille ans... Ses habitants se verraient donc gratifiés de l'honneur de devenir des citoyens allemands.

L'après-guerre

Parce qu'ils avaient participé, en Espagne (1936) et sur leur territoire, à la lutte anti-nazie, les communistes furent considérés, à juste titre, comme les artisans majeurs de la déroute allemande. Le PCL eut un ministre, Charles Marx, et un bourgmestre (Arthur Useldinger) dans la deuxième ville en importance du pays, Esch-sur-Alzette.

Mais la guerre froide s'installa et la chasse aux communistes reprit, avec la complicité de la presse. Le PCL perdit de son influence et il fallut attendre 1969 pour le voir reprendre place dans les instances nationales et locales. Mais les Luxembourgeois ne furent pas à l'abri des mouvements centrifuges, responsables de tant de défaites électorales...

Ressourcé autour de ses forces les plus vives, le PCL est toujours bien vivant. Après l'échec du mouvement 'déli Lénk' (la Gauche), dont faisaient partie les communistes, avant que des dissidents communistes et trotskistes ne le transforment en parti concurrent, le PCL a su renforcer ses structures grâce à l'adhésion de beaucoup de jeunes. Aux récentes élections communales, le PCL s'est présenté dans les plus grandes villes du pays. Le poids électoral du parti luxembourgeois est de 4 % à Esch-sur-Alzette (2ème ville du pays) et à Differdange (3ème ville), avec une pointe de 6,2 % à Rumelange.

La presse communiste luxembourgeoise

Saluons enfin la perpétuation de la presse communiste luxembourgeoise. Fondé en 1921, *Der Kampf* (Le Combat) se transforma en juillet 1930 en *Die Arbeiter-Stimme* (La Voix des Ouvriers), puis en 1935 en *Volksstimme* (Voix du Peuple), pour devenir, en 1946, la *Zeitung vom Lëtzebuurger Vollek* (Journal du Peuple luxembourgeois), quotidien qui paraît encore aujourd'hui.

S'y abonner constitue un acte de solidarité avec nos camarades luxembourgeois. Le journal est trilingue (allemand, français, luxembourgeois), ce qui est une excellente façon de nous ouvrir au plurilinguisme qui fait si cruellement défaut chez les jeunes chercheurs d'emploi. Le prix d'un abonnement est de 28 euros pour un trimestre, question de se faire une idée. N'hésitez pas à envoyer vos demande de renseignements et des mots de soutien par e-mail à l'adresse électronique zeiluvol@pt.lu.

Alain DE KUYSSCHE

Le numéro 111-112 de la revue "Contradictions", second volume sur le thème

« Rassembler les résistances »,

vient de sortir de presse. Vous y trouverez un excellent choix de textes, choisis par Nadine Rosa-Rosso, écrits notamment par Raoul-Marc Jennar, Georges Debonne, James Petras, Jean Bricmont, Samir Amin, Francois Houtart, Naomi Klein, Freddy Visconti, Claude Demelenne et Annie Lacroix-Riz. 276 pages.

Prix : 15 euros + frais d'envoi.

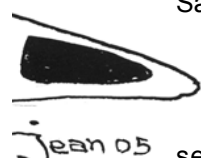
A commander à rassemblerlesresistances@skynet.be. Contacts : rosa-rosso@coditel.net ou au 0484 597 802.

e-plumes

elle ne coûterait pas un sou au contribuable wallon : au contraire, les bénéfiques récoltés seraient une garantie du développement économique et de la survie des artisans de la région, en particulier des communes proches du site. Depuis le début, cette affirmation restait à vérifier : les services communaux ne sont-ils pas mobilisés d'office pour l'occasion ? D'autant qu'on évoque déjà au gouvernement wallon de faire participer les communes du circuit au comblement du déficit du Grand Prix 2005 et aux éventuelles suites de « l'affaire Ecclestone ». Sans parler de l'énorme cadeau qui consiste à mettre ainsi l'espace public à la disposition d'une opération essentiellement commerciale. Et sans parler de la responsabilité morale de l'ensemble des élus wallons, ancienne et nouvelle majorités confondues.

Aux défenseurs de l'environnement qui s'insurgent contre ce genre de projets, on répond toujours par un argument cousu de fil blanc : la F1 favoriserait la recherche-développement et permettrait ainsi de produire des voitures plus sûres et plus économiques. Vous avez déjà vu une F1 équipée d'un moteur électrique ou roulant au bio-carburant ? Drôle de conception de l'écologie.

Didier BRISSA



CHRONIQUE DES VOYOUS

Dans cette rubrique, nous vous tenons au courant de la santé des patrons voyous, en espérant qu'ils l'aient mauvaise et qu'ils débarrassent le plancher au plus vite.

Le voyou du mois. Il s'appelle Philip Green, est Anglais et vient d'établir un nouveau record. En plus, il ne le doit qu'à lui-même, car ce brillant salaud s'est octroyé un dividende de 1,2 milliards de livres (1,8 milliards d'euros) dans sa société *Arcadia*. Pour pouvoir honorer ce versement faramineux, *Arcadia* a dû emprunter la somme à différentes banques. Avec la conséquence qu'il lui faudra plus de sept ans pour la rembourser.

Bien sûr, tout cela est absolument légal, car conforme aux règles de la société *Arcadia*. Des règles établies par Green, comme on peut s'en douter. Ce patron voyou s'est spécialisé dans le rachat de sociétés dont la valeur est généralement sous-estimée. Il les 'rajeunit' (on sait ce que cela signifie : licenciements massifs et embauche de jeunes auxquels on propose des emplois précaires mal payés) avant de les revendre avec un bonus financier à la clé.

Si vous pensez que cette transaction va rapporter quelques pennies à la collectivité anglaise, vous vous mettez le doigt dans l'œil : Green est domicilié à Monaco. A deux reprises, il a voulu s'emparer de *Marks & Spencer*, mais ses raids ont raté. Peut-être a-t-il renoncé après avoir découvert l'énormité du parachute en or offert à Luc Vandeveld, l'ancien patron belge de la chaîne de vêtement, qu'il a laissée exsangue, avant de retrouver un emploi en or chez *Carrefour*.

Carrefour américain ? Puisque nous parlons du patron de *Carrefour*, signalons que ce patron voyou continue à exercer ses talents néfastes. Se fichant comme d'une guigne du sort des employés de cette chaîne de distribution (ex-GB, en Belgique), il est prêt à la faire passer sous contrôle américain.

On a vu, en effet, Luc Vandeveld en train de bouffer avec le patron de *Wal-Mart*, le plus grand distributeur américain, dont les pratiques à l'égard de son personnel relèvent du Moyen âge - les serfs du roi de France étaient mieux traités que ça. On se demande ce que Vandeveld va encore se mettre en poche sur le dos de ceux qui ont fait sa fortune. Rappelons enfin que le bonhomme n'a jamais rien réussi dans sa vie - sauf s'enrichir, bien évidemment. -, puisqu'il a laissé toutes les entreprises où il est passé à deux doigts de la faillite.

Et revoilà Croonen ! Il nous revient que Louis Croonen a été très chagriné par nos infos dans le précédent numéro. Mais il l'est encore plus quand on lui rappelle ses liens avec Willy Claes, un autre grand honnête homme. Et dire que Louis n'a même pas l'occasion de se consoler dans son nouveau boulot : il s'est fait engager par le club de football de Genk. Depuis qu'il s'en occupe, Genk perd tout ce qu'il veut. Vous voulez qu'on vous dise ? Ce Louis tient la poisse.

Le bonjour du mois à la direction de l'ex-*Splintex*, à Fleurus. Vous êtes des voyous première classe, nous ne l'avons pas oublié. Nous vous assurons de continuer à relever vos faits et gestes. Par exemple, il serait intéressant de totaliser le nombre de nouveaux marchés que vous allez trouver, à présent que les coûts salariaux ne vous handicapent plus, selon ce que vous prétendiez pour justifier vos mesures de dégraissage.

ADK

Communiqué

Les événements dans les banlieues françaises ne font que confirmer l'absence de toute réponse politique, depuis de longues années, aux aspirations de la jeunesse tant en matière de création d'emplois que d'accès au logement. De plus, les réductions budgétaires imposées à la fonction publique par la logique néolibérale des traités européens, outre les politiques sociales locales et régionales, bloquent la nécessaire adaptation de l'enseignement à une formation générale et citoyenne.

Cependant, les actes de violence pénalisent essentiellement des travailleurs, des allocataires sociaux, les couches moyennes. Ils sont condamnables. Mais les réponses du pouvoir politique, en particulier du Ministre de l'intérieur Sarkozy, qui s'enfoncent dans la répression, voire les provocations verbales à l'égard de jeunes, ne peuvent que renforcer les tensions et les dérives racistes. Notre pays n'échappe pas aux mêmes évolutions dans les régions les plus sinistrées de Bruxelles et de Wallonie. La « ghettoïsation » de l'habitat y sévit de plus en plus. En témoignent la crise du logement social, comme la montée en puissance du chômage des jeunes et la généralisation des contrats précaires.

Pas moins que les déclarations du Président Chirac à propos de la réduction de la « fracture sociale », les divers plans gouvernementaux belges engagés d'abord dans les années '80 par Guy Spitaels (TCT, CMT, CST), puis par Laurette Onkelinx (plan Rosetta, réquisition totalement inefficace des logements privés à l'abandon), par le plan Maribel de Jean-Luc Dehaene, et autres programmes dérivés de défiscalisation des entreprises ou de compressions des cotisations patronales à la sécurité sociale, n'ont abouti réellement à une relance de l'emploi.

Des conditions sont donc créées, vu le désespoir des jeunes dans les quartiers défavorisés, pour susciter une violence similaire à celle qui sévit en France. A moins d'un an des prochaines élections communales, on attend en vain que la classe politique se positionne par rapport à deux démarches concernant les jeunes : des emplois stables, donc à durée indéterminée, et des logements accessibles à tous.

Faute de réponses rapides et claires à ces deux questions, il ne faudra pas s'étonner d'une montée des tensions dans les zones urbaines, ni d'une poussée électorale du Front national que les scandales dans le secteur du logement social ne peuvent que favoriser. Le plan « Marshall » proposé en Wallonie ne répond pas à cette double question. Il ne règle rien quant à la question du logement, ni ne favorise la création d'emplois dans l'enseignement, alors les carences dans le logement et l'enseignement sont étroitement liées au mal-être des jeunes défavorisés.

Par ailleurs, les démarches entreprises par le Premier Ministre en Asie pour mobiliser des capitaux semblent redondantes, vu l'importance des moyens financiers disponibles dans les fonds de pensions belges, privés comme publics. Il serait donc temps que le mouvement syndical prolonge ses revendications par une réflexion sur la mobilisation de l'épargne populaire pour moderniser l'économie des régions comme pour assumer des objectifs sociaux.

Le Parti communiste, novembre 2005

suffit de délocaliser une entreprise dans des pays qui pratiquent l'aumône salariale au milieu d'un désert syndical ?

Au reste, il se révèle très étrange de constater que ni les états nationaux, ni l'Union européenne n'ont cru bon de se

en valeur et cités en exemples de leur génération.

Sans vouloir se complaire dans une descente aux enfers, il nous faut redire que les élèves wallons et bruxellois se classent, au plan européen, parmi les pires potaches dès qu'il s'agit de leurs connaissances en langues, sciences et mathématique (étude OCDE). Notre système éducatif passe donc à côté des défis qui attendent les futurs diplômés. Un peu comme si, en plein XXIème siècle, nos écoles encourageaient l'apprentissage du crochet et du tricot ... Car là encore, nous semblons obsédés par le sexe des anges : lorsque l'école publique ne se perd pas en débats sur le port du voile islamique, c'est notre ineffable ministre de la Culture, Fadila Lanaan, qui annonce œuvrer pour imposer l'enseignement du cinéma dès l'école primaire !

Les racines du mal

La fin de la guerre froide a révélé l'absence de vision d'avenir dans le chef des responsables politiques. Encore faudrait-il considérer que provoquer la chute des régimes communistes constituait un projet solide et durable, dans l'intérêt des peuples et des individus... Les gouvernements européens, tant nationaux que communautaires, n'élaborent ni plan mobilisateur, ni dessein à long terme, même si les efforts d'annonces se multiplient. Il semble bien qu'il en aille de ces fausses bonnes idées comme des promesses : elles n'engagent que ceux qui les croient.

Nos sociétés vivent dans la peur. Une peur que l'on aurait pu croire écartée depuis l'éradication de la 'menace rouge' et de ses risques de guerre nucléaire. Peut-être avons-nous ingurgité, entre 1945 et 1990, tant d'alarmes et d'appréhensions que nous ne pouvons plus vivre sans. Nous craignons

les changements. Les remises en question de notre style de vie nous inquiètent. L'avenir angoisse. Les politiciens se défient de leurs propres électeurs et cèdent aux lobbys un tant soit peu organisés.

Exemple belge très terre à terre et cependant révélateur. Bruxelles couvre son territoire de pistes cyclables, réaménagement des rues en faveur des deux roues, compliquant au passage des législations routières devenues absconses et augmentant *de facto* les risques d'accidents. Considérons la rue de la Loi : redessinée à grands frais pour y intégrer les cyclistes, seule une poignée de ces derniers y fait journellement honneur. Le rapport utilité / prix de cette initiative démagogique laisse rêveur quiconque se soucie des deniers publics. Dans l'intervalle, des ministres sans clairvoyance politique ont cru détourner un électorat écologiste, satisfaisant un lobby minuscule, mais très actif. Groupe de pression disposant, en outre, d'antennes efficaces dans le monde associatif et au sein des partis de pouvoir, qui ne savent plus que faire pour retrouver les faveurs d'une population hors de leur accès.

Craintes et absences de projets politiques, piliers des maux de nos sociétés ? Sans doute. Les premières abondent ; les seconds font cruellement défaut.

En définitive, c'est à se demander si la solution ne résiderait pas auprès de décideurs qui n'auraient plus peur de faire preuve de courage ! Empoigner les problèmes à bras le corps, sans *a priori*, oubliant les filtres de manies soixante-huitardes dont nous payons les pots cassés dans ce que l'on appelle le 'politiquement correct' ; fixer des objectifs autres que le profit immédiat, tant commercial qu'électoral. Les champs ne manquent pas où se décidera l'Europe de demain. Ou sa disparition.

Oscar HAMMERSTEIN

DE PEMENT ?

doter de législations anti-délocalisation, alors qu'est encouragée la mort de l'Etat Providence. Soulignons aussi que certains pays européens veulent attirer des spécialistes indiens en informatique pour donner une nouvelle impulsion à ce secteur. Sur un continent qui, dans sa portion occidentale en tout cas, a largement abandonné les secteurs primaire (la production) et secondaire (la transformation), nous n'avons pas été fichus de former des informaticiens de haut niveau et, surtout, en nombre suffisant ! Quel avenir de faillite !

... et belges

Un journal flamand (*De Standard*) remarquait récemment que le problème des jeunes Belges, c'est de se voir encouragés à briller dans les 'star academy' de tout poil, alors que, dans les secteurs essentiels - science, mathématiques, nouvelles technologies - ils restent inexistantes. Et d'opérer une comparaison dérangeante avec un pays comme l'Inde, où les 'stars' de 15 ans sont de petits génies de l'informatique. Il suffit, en effet, de tourner les pages du mensuel en langue anglaise, *India Today*, pour constater quelles sont les priorités des jeunes Indiens (des régions riches, il est vrai) mis

Illusions et mensonges

C'est à Lisbonne, en l'an deux mil. La réunion des chefs d'états et de gouvernements s'achève dans une euphorie digne d'un début de nouveau millénaire. Clair et précis, le message : en 2010, l'Europe détiendra le titre de l'économie la plus concurrentielle au monde. Cinq ans plus tard, nous sommes loin de ces rodomontades. Tout au contraire, l'Europe du fric et du néo-libéralisme s'enfonce dans le sous-développement.

Avec des croissances annuelles respectives de 9 et de 7 % (chiffres arrêtés en 2004), la Chine et l'Inde vont-elles dépasser l'Europe ? La question n'est pas de savoir si cela arrivera, mais quand cela se produira. Cela pourrait être dans un avenir très proche.

Prenons le cas de l'Inde, dont on parle beaucoup moins que de la Chine. Sa croissance coûte au monde occidental deux millions d'emplois par an ; la seule ville de Bangalore compte déjà 150.000 ingénieurs de haut niveau - un chiffre à comparer avec les 30.000 ingénieurs de Silicon Valley, en Californie, considérée à tort comme la capitale mondiale de la technologie et des techniques de demain.

L'International Institute for Management Development, un groupement de chercheurs peu suspects d'anti-européanisme, n'y va pas par quatre chemins : dans peu de temps, la Chine disposera d'une capacité de production suffisante pour inonder le monde entier de ses produits ; la Japon possède le capital suffisant pour soutenir cette évolution ; l'Inde peut, dès aujourd'hui, assurer tous les services (ce que l'on appelait autrefois le secteur tertiaire) ; la Russie est en mesure de fournir les matières premières.

Face à cette situation, l'Europe apparaît telle Byzance, assiégée par les Barbares et doctement préoccupée du sexe des anges. Nos instances européennes mijotent des traités,

tine, emmenée par la dynamique, volontariste quoique précaire, du Venezuela, l'Europe cultive les illusions et les mensonges.

Il serait un brin cruel de rappeler à Jacques Delors, feu François Mitterrand et autres

EN VOIE I SOUS - DEVELOPP

éventuellement et abusivement rebaptisés 'constitution', pour lesquels on passe un temps fou à se demander si on va y faire ou non allusion à Dieu ! Manière assez grossière de masquer les vrais enjeux d'un texte dangereux à plus d'un titre, à qui sait y lire entre les lignes.

Aux réalités économiques catastrophiques s'ajoutent de peu brillantes perspectives démographiques. Dans les cinquante années à venir, on s'attend à un doublement de la population de l'Afrique (ce qui la fixera à 1,8 milliards d'habitants). Les habitants de l'Asie seront entre 3,6 et 5,2 milliards, tandis que les Etats-Unis prévoient 100 millions d'Américains en plus. L'Europe sera la seule à voir son nombre de citoyens baisser : de 729 à 632 millions.

Certains patronats et dirigeants européens, qui les représentent, avancent une solution apparemment infaillible : encourager l'immigration. D'autres tendent à limiter, voire à clore les accès à la 'forteresse Europe'. Face à l'expansion économique des pays dits émergents (et à leur poids politique de plus en plus présent), tels que la Chine, l'Inde, mais aussi le Brésil et une partie de l'Amérique la-

grandes consciences empesées qu'ils annoncèrent, en des temps meilleurs, la création de plusieurs millions d'emplois nouveaux, générés autant par l'introduction de l'euro que suite au traité de Maastricht. C'est bien le contraire qui s'est produit - ce qui n'empêche pas les mêmes menteries de renaître à chaque fois qu'il s'agit de faire passer une pilule amère. On l'a vu encore avec le faux-vrai débat sur la Constitution, présentée comme la panacée à toutes les craintes pour l'avenir.

Les carences européennes...

Certainement depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, vouloir attirer une main d'œuvre à bas prix pour sauvegarder le modèle social européen représente une constante sur le continent. Outre le caractère cynique et scandaleux de cette pratique, on se demande en quoi l'importation de nouvelles forces de travail rapprocherait l'Union européenne des objectifs fantaisistes proclamés à Lisbonne.

Sauf à vouloir replonger le monde du travail dans une ère à la Zola, que signifie encore un rabotage des rémunérations accepté par des syndicats résignés, quand on sait qu'il

De Balavoine à Sarkozy

1978 : Daniel Balavoine chantait :

*« Quand on arrive en ville
Tout l'monde change de trottoir
On n'a pas l'air virils
Mais on fait peur à voir »*

2005 : On ne regarde plus « Starmania » confortablement installé dans un fauteuil d'orchestre. Sur l'écran de nos télévisions, on est au cœur du spectacle. A qui la faute ? A la « racaille », bien sûr ! Mais s'est-on déjà demandé pourquoi « ils » agissent ainsi ?

« Nous tout c'qu'on veut c'est être heureux »

*Etre heureux avant être vieux
On n'a pas le temps d'attendre
d'avoir trente ans*

Nous tout c'qu'on veut c'être heureux

On prend tout c'qu'on veut mais en attendant »

C'est quoi être heureux ? A en croire la pub, c'est avoir une belle bagnole, le lecteur MP3 dernier modèle, le PC dernier look. Les réclames agressent les pauvres jusqu'au sein de leurs ghettos. Eux survivent avec une indemnité mensuelle du CPAS qui s'élève à 600 euros, ou une allocation de chômage de 800 euros. Je parle de la Belgique, j'ignore les chiffres exacts pour la France. Je suppose que c'est comparable. Une personne isolée, sans voiture, doit pour se loger, se vêtir, se chauffer et se nourrir, disposer chez nous de 1 000 euros par mois. Pour moi, il s'agit là du seuil de la pauvreté.

Et si, aux pauvres, on leur donne quelques miettes du gâteau, ce n'est même pas par charité, c'est pour qu'ils puissent les dépenser en achetant des produits souvent inutiles, vus sur le dernier « folder », mais dont l'acquisition permet à l'économie de fonctionner. Les décideurs croyaient que ces aumônes allaient calmer le quart-monde, satisfait de son

sort.

On a fait croire aux pauvres qu'en réussissant dans le sport, ils allaient pouvoir sortir de leurs cités comme Zidane ou Kompany. On leur avait donné une raison d'espérer. On leur racontait un conte de fées. Ils se rendent compte qu'ils ont été leurrés. On leur claque à la tête les revenus de Clijsters, Henin, Beckham, Armstrong. On affiche le hit-parade indécent des grosses fortunes, Albert Frère, Solvay... Les abus de biens sociaux, les détournements de fonds de ceux qu'ils croyaient avoir élus pour les défendre les interpellent. Ils se disent que le fric existe, mais qu'il n'est pas pour eux. Après les dynasties aristocratiques, d'autres se sont installées, dans l'économie, dans la politique. « On a pris la Bastille, mais cela n'a rien arrangé » (Jacques Brel).

« On agit sans mobile »

Ca vous paraît bizarre

C'est p't être qu'on est débile

C'est p't être par désespoir

Du moins c'est ce que disent les journaux du soir

Quand on arrive en ville »

On dénonce la violence. Mais où se trouve la violence ? La vie dans les cités, c'est aussi la violence au quotidien :

- la violence d'être en échec scolaire avant même d'avoir commencé ses études ;

- la violence de se voir refuser tout emploi, alors qu'on a tous les diplômes nécessaires, mais pas les bonnes origines, ni les bonnes relations ;

- la violence de devoir enchaîner missions d'intérim sur petits boulots, la violence d'un travail d'esclave payé de miettes ;

- la violence de devoir habiter dans des logements dégradés, inadaptés ;

- la violence des brimades policières ;

- la violence des couvre-feux et de l'état d'urgence ;

- la violence d'une société hypocrite qui ne laisse le choix qu'entre la résignation et la frustration.

Ce ne sont pas les jeunes qui sont violents, c'est la société dans laquelle ils sont. Les médias, les hommes politiques disent qu'il faut leur redonner des repères. Comme Saint-Exupéry disait qu'« Il faut donner un sens à la vie des hommes ». Mais lequel ? Celui de la loi du fric, de la compétition et de l'exclusion, de la loi du plus fort ?

La révolte, c'est ce qui reste à ceux qui n'ont rien. C'est la dignité de celles et de ceux qui ne veulent pas d'une existence sans avenir.

Sarkozy rejette la responsabilité des événements récents sur les étrangers (c'est tellement facile et populaire), sur les groupuscules islamiques (c'est à la mode)

et sur les grands caïds, vendeurs de drogue ! Allez, la dernière chose que les marchands de drogue demandent, c'est le désordre. Pour continuer leur sale boulot, ils ont besoin de discrétion et de tranquillité. La mafia et le pouvoir se sont toujours bien entendus. Normal, tous les deux sont partisans de l'ORDRE. Et s'il est vrai qu'on trouve quelques petits revendeurs de drogue dans les banlieues, les têtes pensantes de ce commerce criminel, on les trouve dans vos salons de thé, Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

Le discours sécuritaire veut désigner et isoler des « voyous » et des « racailles ». Pourtant, cette révolte est aussi la nôtre, habitants des cités et d'ailleurs qui refusons la violence de cette société.

« Les Français d'origine étrangère qui se rendent coupables de faits répréhensibles seront expulsés du territoire sur lequel ils ont été accueillis avec générosité et avec des devoirs ».

Monsieur le futur Président de la République des Beaufs, vous ne précisez pas le nombre de générations qui est visée par votre plan de nettoyage. Et à propos, Sarkozy, c'est français ça ? Fais gaffe, Nicolas, tu cours, tu cours, il pourrait y avoir du karcher dans l'air.

LES PAUVRES MOINS PAUVRES, LES RICHES MOINS RICHES, C'EST POUR QUAND ?

Christian VERTENOEIL

« Pauvres ! Il faut regarder les choses en face. Il n'est que temps. Vous n'avez rien à foutre sur cette planète. Elle est à nous. A nous les riches, les puissants, les décideurs. A nous qui jonglons avec les milliards, faisons tourner les usines ou les arrêtons, transformons les fleuves en égouts et les océans en cloaques, et empoisonnons l'air, faisons et défaisons les gouvernements. Nous les seigneurs. Jusqu'ici, on vous tolérait. Vous étiez utiles. Comme étaient utiles les chevaux, les ânes, les bœufs de labour. Les chevaux et les ânes ne sont plus utiles. Les bœufs ont encore leur place : nous les mangeons. Pas vous. Vous ne servez strictement à rien. Vos prétentions sont d'un comique à se taper le cul par terre : vous exigez d'être traités en êtres humains. Pauvres larves. Un être humain, ça fait trembler Hong Kong, Singapour et Wall Street rien qu'en s'approchant du téléphone. N'attendez pas la grande croisade purificatrice. Aidez-nous à faire de notre belle terre un ravissant terrain de golf. « CREVEZ, PAUVRES ! ». (François Cavanna, 1995)

BREVES

Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme

ALE-Télédis et Brutélé viennent d'annoncer la création pour juin 2006 d'une société commune de commercialisation de télévision numérique et analogique, d'Internet, de téléphonie et de services interactifs. L'objectif avoué est de concurrencer Belgacom TV en matière de télévision numérique. Il est vrai qu'avec à peine 30-40 chaînes pour les offres standard des cablo-distributeurs et une moyenne de seulement 3-4 heures par jour devant leur télévision, les Wallons et les Bruxellois risquaient de souffrir d'une carence télévisuelle patente. Et puis que deviendraient nos écrans plats coréens ou chinois sans la qualité numérique ?

Mais cet événement politico-médiatique nous a surtout permis de revoir Jean-Claude Van Cauwenberghe. On le croyait moribond, réduit au rang de « simple » parlementaire wallon, que nenni, Van Cau garde ses petites activités annexes, et l'on apprend ainsi qu'il est aussi vice-président de Brutélé à ses heures perdues.

Un exemple à suivre pour la ministre Arena

Le conseil communal de Turin vient de décider d'interdire les produits de la multinationale Coca-Cola dans ses bureaux afin de protester contre les conditions de travail réservées par la firme à ses employés en Amérique latine. Quand on sait que cette ville accueillera les jeux Olympiques d'hiver en février prochain, jeux pour lesquels Coca-Cola est un des principaux sponsors, on apprécie plus encore la portée du geste politique. Voilà un exemple à suivre pour la très médiatique ministre Arena qui a fait en septembre une peu glorieuse volte-face sur la présence massive de distributeurs Coca-Cola dans les écoles.

Pas la crise pour tout le monde

Le groupe franco-belge Dexia a engrangé au troisième trimestre de cette année un bénéfice net de 502 millions d'euros, soit 28,6 % de plus qu'entre juillet et septembre 2004. Avec une telle somme, on comprend que Dexia soit en mesure de rétribuer grassement ses administrateurs...

« Discours sur la misère »

Non, les paroles que nous reproduisons ici n'appartiennent ni à José Bové, ni à l'abbé Pierre et n'ont pas été prononcées à l'occasion des récentes émeutes qu'a connues la France. Mais elles restent d'une grande actualité et c'est pourquoi notre journal s'honore de reproduire ces extraits du discours de Victor Hugo à l'Assemblée Nationale française un jour de l'été 1849.

« Je ne suis pas, Messieurs, de ceux qui croient qu'on peut supprimer la souffrance en ce monde, la souffrance est une loi divine, mais je suis de ceux qui pensent et qui affirment qu'on peut détruire la misère. Remarquez-le bien, Messieurs, je ne dis pas diminuer, amoindrir, limiter, circonscrire, je dis détruire. La misère est une maladie du corps social comme la lèpre était une maladie du corps humain ; la misère peut disparaître comme la lèpre a disparu. Détruire la misère ! Oui, cela est possible ! Les législateurs et les gouvernants doivent y songer sans cesse ; car, en pareille matière, tant que le possible n'est pas le fait, le devoir n'est pas rempli.

La misère, Messieurs, j'aborde ici le vif de la question, voulez-vous savoir où elle en est, la misère ? Voulez-vous savoir jusqu'où elle peut aller, jusqu'où elle va, je ne dis pas en Irlande, je ne dis pas au moyen-âge, je dis en France, je dis à Paris, et au temps où nous vivons ? Voulez-vous des faits ?

Mon Dieu, je n'hésite pas à les citer, ces faits. Ils sont tristes, mais nécessaires à révéler ; et tenez, s'il faut dire toute ma pensée, je voudrais qu'il sortît de cette assemblée, et au besoin j'en ferais la proposition formelle, une grande et solennelle enquête sur la situation vraie des classes laborieuses et souffrantes en France. Je voudrais que tous les faits éclatassent au grand jour. Comment veut-on guérir le mal si l'on ne sonde pas les plaies ?

Voici donc ces faits :

Il y a dans Paris, dans ces faubourgs de Paris que le vent de l'émeute soulevait naguère si aisément, il y a des rues, des maisons, des cloaques, où des familles, des familles entières, vivent pêle-mêle, hommes, femmes, jeunes filles, enfants, n'ayant pour lits, n'ayant pour couvertures, j'ai presque dit pour vêtements, que des monceaux infects de chiffons en fermentation, ramassés dans la fange du coin des bornes, espèce de fumier des villes, où des créatures humaines s'enfouissent toutes vivantes pour échapper au froid de l'hiver.

Voilà un fait. En voici d'autres : Le mois passé, pendant la recrudescence du choléra, on a trouvé une mère et ses quatre enfants qui cherchaient leur nourriture dans les débris immondes et pestilentiels des charniers de Montfaucon ! Eh bien, messieurs, je dis que ce sont là des choses qui ne doivent pas être ; je dis que la société doit dépenser toute sa force, toute sa sollicitude, toute son intelligence, toute sa volonté, pour que de telles choses ne soient pas ! Je dis que de tels faits, dans un pays civilisé, engagent la conscience de la société toute entière ; que je m'en sens, moi qui parle, complice et solidaire, et que de tels faits ne sont pas seulement des torts envers l'homme, que ce sont des crimes envers Dieu !

Victor HUGO
le 9 juillet 1849

chaient auraient aimé avoir, soit parce que je ne me plaisais pas et que je faisais des fugues pour retrouver mes parents.

Cela faillit me coûter très cher. La première fois, c'était au début de 1944. Je me suis enfuie de Morlanwelz où j'étais logée. Après bien des péripéties, qu'il serait très long de raconter, je me suis retrouvée à une adresse à Bruxelles où mes parents avaient failli se faire prendre et avaient dû s'enfuir par les toits. A quelques heures près... Je ne vous dis pas quelle fut la surprise de papa et maman quand je les ai retrouvés. En février 1943, nous avons appris qu'un de mes oncles avait été arrêté et qu'il était incarcéré à St Gilles. Il a été fusillé sept mois plus tard et git au Tir National avec beaucoup de ses camarades partisans.

Un joli paquet, avec un joli ruban

Malheureusement je ne pus rester avec eux. Et ce pour plusieurs raisons faciles à comprendre aujourd'hui mais pas à l'époque, pour une fillette de 12 ans. Et me voilà repartie ailleurs, pas pour bien longtemps. Là non plus, je ne me plaisais pas, mais j'avais un peu plus de plomb dans la cervelle et je savais le danger que je courais et surtout que je faisais courir à mes parents si jamais on me ramassait. J'avais appris ce qu'ils faisaient, car papa m'avait un peu expliqué lors d'une ballade qui avait failli me coûter la vie. J'avais été chez une de mes tantes qui étaient la responsable du réseau de mon père. En partant de là, on me remit un joli paquet, avec un joli ruban. Toutefois, il m'avait été recommandé d'être prudente et de cacher mon joli paquet dans le pli de la banquette du tram, banquette verte de la 1^{ère} classe. Ce n'était pas la première fois que ma tante me chargeait d'une pareille course. Mais cette fois-là, il y eut une rafle. Tous les trams étaient fouillés. Je ne sais comment j'ai fait, mais j'ai caché le paquet et je suis descendue du tram tout à fait naturellement. Puis j'ai commencé à marcher, de plus en plus vite, jusqu'à courir de plus en plus vite. J'ai sauté dans un au-

tre tram et quand je suis arrivée chez mes parents, j'étais effrayée, je tremblais comme une feuille. Mon père me prit dans ses bras pour me calmer. Mais jamais plus je ne reçus de jolis paquets avec de jolis rubans...

C'est après la guerre que j'ai appris ce que mes parents faisaient dans la résistance. C'est sur dénonciation qu'ils ont été capturés en mai 1944. On trouva, caché chez eux, des cartes d'identité, des timbres de ravitaillement, des tracts. Heureusement, les armes étaient cachées ailleurs. A la Gestapo, où ils se trouvaient tous les deux pour faits de résistance, un traître juif a reconnu mon père, il venait du même village que lui. Il susurra à l'oreille du commandant que mon père était juif. Malgré ses dénégations, on lui fit enlever son pantalon, et là... aucun doute, il était bien juif puisque circoncis.

Plus jamais je ne devais le revoir. Il fut amené à Malines puis à Auschwitz. Le 18 janvier 1945, il fut de ceux qui participèrent à la marche de la mort. D'après un camarade qui était avec lui et qui est revenu de cet enfer, c'est en voulant aider un détenu qui était au bout du rouleau que mon père a été fusillé. Maman, comme elle était malade, put être sauvée par un médecin juif allemand qui l'aida à s'enfuir de l'hôpital allemand où elle avait été placée.

Beaucoup plus tard, j'ai appris ce qui s'était réellement passé dans les camps. Je me souviens que, nombre de fois, nous avons été à la gare du Nord à Bruxelles pour voir les rescapés descendre des trains. Des êtres squelettiques, hommes et femmes, mais je ne me souviens pas d'avoir vu des enfants. Toujours, nous espérions revoir mon père et d'autres membres de la famille. Mais plus jamais nous ne devions les revoir. Tous avaient péri. Les vieux, les jeunes, comme les enfants.

Je ne sais combien de personnes de ma famille sont restés là-bas, ceux qui habitaient en Belgique et ceux, beaucoup plus nombreux, qui habitaient la Pologne, tant du côté

de maman que de papa. Ce que je sais, c'est que nous sommes des milliers à avoir perdu leur famille. Nous sommes des milliers à avoir connu cette horrible chose que d'être privés d'un père, d'une mère, ou des deux à la fois. Et, si nous n'avons pas connu les camps d'extermination, nous pouvons dire que nous avons eu beaucoup de chance.

Bien des années après la fin de la guerre, en 1951, eut lieu le Festival Mondial de la Jeunesse Démocratique à Berlin. Je faisais partie de la délégation des jeunes Belges (la Jeunesse Populaire à l'époque – le nom de Jeunesses Communistes date de 1960, si je ne me trompe pas). Le voyage fut très long – il faudrait un jour le raconter. En arrivant à Berlin, tout le monde descendit du train, mais, moi, je suis restée assise sans pouvoir bouger, paralysée que j'étais de me trouver sur cette terre qui avait tué ma famille. Malgré l'insistance de mes camarades, je ne bougeais pas. Un jeune Allemand est venu près de moi, il m'a expliqué que son père également était mort, à Dachau, où il avait été incarcéré dès 1934 parce qu'il était communiste. Sans ce jeune de la FDJ, je crois que c'est de force que l'on aurait dû me sortir du train.

Zoé BLUSZTEJN

Irak : 30.000 civils tués depuis mars 2003

Depuis le début du conflit en mars 2003, ce sont plus de 30.000 civils qui ont été tués en Irak, selon un rapport des Nations Unies. On dénombre par ailleurs plus de 2.000 victimes du côté des soldats US. En octobre 2004, la revue médicale *The Lancet* avait même évalué le nombre de victimes irakiennes après 18 mois d'occupation à 100.000, en majorité des femmes et des enfants. Rappeler de temps en temps que la guerre, c'est d'abord des morts, et surtout des civils, ce n'est pas inutile.



Zoé, en compagnie de ses parents et d'un ami de la famille pendant l'hiver 1941-42 sur le boulevard Anspach (Bruxelles).

ANNEES DE GUERRE

A titre de contribution à l'effort de mémoire en relation avec la résistance antinazie, nous poursuivons ici le témoignage de Zoé Blusztejn. Dans la 1ère partie, publiée dans le DR n° 7, cette infatigable militante communiste, fille d'immigrés polonais, nous avait narré son enfance et le parcours de ses parents. Nous l'avions laissée à l'aube de la seconde déflagration mondiale.

Ce matin du 10 mai 1940, mes parents et ma grand-mère maternelle, arrivée de Pologne deux ans plus tôt, se trouvaient à la fenêtre de ma chambre. Je leur demandai ce qui se passait car j'avais entendu un énorme bruit. Ils me répondirent que ce n'était qu'un coup de tonnerre. En fait de tonnerre, c'était une bombe qui venait de tomber sur un immeuble à quelques centaines de mètres de chez nous.

Voilà comment j'ai fait la connaissance avec la guerre ! Ce fait ne me touchait pas ; à 8 ans, la guerre on ne sait pas ce que c'est. J'en avais pourtant entendu parler quelques mois plus tôt en vacances, quand nous étions partis très vite du camping où nous passions nos vacances. La guerre sévissait depuis quelques heures en Pologne et, bien entendu, mes parents pensaient à tous ceux, frères, sœurs, nièces et neveux, qui vivaient encore là-bas.

Mais revenons en mai '40. Pour la seconde fois, mon père nous a quittés, seul, à vélo, parti en exil comme des milliers de gens. Il ne souhaitait pas partir à la guerre alors qu'on appelait tous les hommes à s'engager. Il ne savait pas que, en tant qu'étranger, il n'allait sans doute pas être accepté. Maman fut hospitalisée – je n'en connaissais pas la raison – et moi, je partis avec ma grand-mère chez la sœur de maman.

Au bout de quelques semaines mon père fut de retour, avec un trou

dans sa tête. Un shrapnell l'avait blessé. Mais rien de grave. Et le traintrain reprit, comme si de rien n'était, en tout cas pour moi. Toujours l'école, les petits copains, les billes (j'avais horreur des jeux de fille), le vélo...

Et un jour j'ai appris que beaucoup de choses allaient changer. C'était le jour de mes 10 ans. Il y avait à la maison beaucoup de monde, des enfants, mais aussi des adultes. Ils chuchotaient je ne sais quoi (du moins à ce moment-là), pendant que les enfants s'amusaient. Il y avait des amis de mes parents, des oncles et des personnes que je voyais pour la première fois. J'appris beaucoup plus tard, que mon anniversaire avait servi de prétexte à une réunion de quelques résistants, le réseau dans lequel se trouvaient mes parents.

« jamais tu ne porteras cela dans mon établissement »

Ce jour-là, mon papa m'avait acheté un piano d'occasion qu'on devait livrer quelques jours plus tard. Je n'ai jamais vu ce piano car, déjà, la traque aux juifs avait commencé. Nous étions en 1942. Ce fut le port de l'étoile. Cette infamie. Je me demandais pourquoi il fallait que je mette cela à mon manteau. Maman m'a expliqué, comme on peut le faire à une gamine d'un peu plus de 10 ans. Pourtant je n'ai porté cette chose que le temps de me rendre à l'école. La concierge m'a vu arriver et m'a « kidnappée » jusqu'à ce que la directrice arrive. Cette der-

nière, voyant l'étoile, m'a emmenée dans son bureau et, avec des petits ciseaux recourbés (j'ai l'impression d'encore voir cette paire de ciseaux dorés), méticuleusement, défit l'étoile, la rangea dans un tiroir et me dit : « ma petite Zoé, jamais tu ne porteras cela dans mon établissement. Dis-le à tes parents ». Et effectivement jamais plus l'étoile n'a été cousue sur mes effets.

C'est aussi à cette époque, vers la fin août, que nous avons reçu la convocation qui nous intimait de nous rendre aux autorités allemandes pour aller travailler. Dès lors, mes parents décidèrent de se cacher. Ils étaient juifs, mais ils étaient aussi communistes et, surtout, résistants. Se soumettre aux diktats des allemands, je suppose que cela n'avait jamais effleuré leur esprit.

C'est là que j'ai vu mon père pleurer. J'avais des nattes qui m'arrivaient dans le bas du dos. Il fallait me les couper. Il était impossible de me cacher, on ne savait ni ou ni comment, avec une telle chevelure. Quand je suis revenue du coiffeur, avec quelques centimètres de cheveux sur la tête, mon père a fondu en larme.

Je fus ainsi séparée de mes parents. Durant les deux années suivantes, j'ai été cachée à divers endroits, mais jamais longtemps. Pour diverses raisons d'ailleurs. Soit parce que je n'étais pas du tout la petite fille modèle, calme et gentille que les personnes qui nous ca-

La faim justifie tous les moyens

Cela s'appelle le « dialogue direct » et les ONG y passent malheureusement les unes après les autres. Cela nous vient tout droit des Etats-Unis, inimitable contrée en matière de nouveautés *business*. Plutôt que de vous vendre des bics ou de s'adresser à vous par courrier, des jeunes gens vous abordent directement dans la rue au nom d'une ONG en vous demandant de signer un ordre permanent. Ils avancent avec des arguments éthiques, mais également financiers, puisque, comme cela est mis en avant, les dons sont fiscalement déductibles à partir de 3 euros par mois.

Là où l'histoire se corse, c'est lorsque l'on apprend que, pour de plus en plus d'ONG, les jeunes collecteurs (c'est plus efficace et moins cher de les prendre jeunes) ne sont pas des militants, mais des salariés. Pourquoi ? Tout simplement, parce que les bénévoles ne sont pas assez efficaces, dit-on du côté de ces ONG ; ils s'emballent, parlent longtemps de leur cause, mais oublient de faire signer l'ordre permanent. On ne peut s'empêcher de penser qu'il s'agit d'un argumentaire très « mondialisé » pour des ONG qui s'autoproclament volontiers altermondialistes.

Pire encore, les collecteurs ne sont souvent pas salariés d'une ONG, mais bien de la jeune et florissante firme privée DDF (Direct Dialogue Fundraising). Et chez DDF, au-delà de l'éthique de façade, on ne fait pas de l'humanitaire, mais des affaires. Une simple visite sur leur site Internet ⁽¹⁾ permet au détour de termes *business* (produits, clients, leader du marché) et de phrases éloquentes de se faire une idée plus nette de la philosophie de cette boîte. On peut par exemple y lire : « Notre méthode est destinée à fidéliser les donateurs et les membres pour une longue période et avec un degré de générosité aussi élevé que possible. Cet objectif de rendement nous distingue clairement et assure à nos clients les meilleurs résultats, en termes quantitatifs comme en termes qualitatifs ». Et puis DDF s'engage : « 0,8 à 1,5 de succès par recruteur par heure... beaucoup de succès auprès des moins de 35 ans, y compris des étudiants... dons sur base annuelle de 35 à 85 euros... seuil de rentabilité atteint dans les 10 -18 mois » et diversifie ses activités (porte-à-porte, dialogue direct sur rendez-vous, ...). A la tête de DDF Belgique, on retrouve Jan Rachels, cofondateur et président pendant des années des Magasins du Monde Oxfam. Directeur pendant 15 ans des divisions merchandising de Greenpeace en Belgique, aux Pays-Bas, en France, au Luxembourg et au Royaume-Uni. Mais on trouve aussi des dirigeants moins « humanitaires », comme Vanessa Bruyndoncx qui a travaillé dans le passé pour une boîte privée tout à fait conventionnelle, Real Software Convington & Burling et Firstline Consulting.

Et que fait DDF à part aider les ONG à se développer ? Comment paie-t-elle ses prestations ? Sans bien évidemment qu'à aucun moment vous n'en soyez informé, DDF ponctionne les 9 premiers mois de votre souscription. Concrètement, pendant 9 mois, votre argent sert à enrichir les administrateurs de DDF et pas à la cause pour laquelle vous avez souscrit un ordre permanent.

Pour les ONG qui se compromettent dans ce jeu pervers (parmi lesquelles par exemple en Belgique des ONG importantes comme l'UNICEF, OXFAM Solidarité, Médecins Sans Frontières ou le WWF), il s'agit de la façon la moins chère et la plus rentable de collecter des fonds. Le travail de sensibilisation et d'aide de nombreuses ONG est essentiel. Il est vital qu'elles puissent trouver des modes de financement qui ne les aliènent pas aux gouvernements nationaux⁽²⁾. Mais pour



autant, on ne peut que s'insurger devant de telles pratiques qui leurrent les donateurs et sur la nature des personnes qui les abordent et sur l'utilisation de leur argent.

Pierre EYBEN

(1) <http://www.ddfundraising.nl/be/>

(2) Sur ce point le silence assourdissant d'Oxfam lors de la campagne du non au TCE a mis en lumière combien les ONG peuvent parfois être réduites au silence par les financements octroyés les états. Dans le cas d'Oxfam, ONG britannique, les règles édictées en son temps par Mme Thatcher (conditionnant synthétiquement le financement des ONG à leur non-implication dans la politique nationale) expliquent sans doute ce renoncement coupable sur le TCE et le fait que la section belge vienne de « mettre un terme » à sa collaboration avec Raoul Marc Jennar jugé trop impliqué sur le sujet.

LA RENAISSANCE DE LA FÊTE !



Au centre de la photo, Marcel Deprez
et Roger Somville

Pendant quatre week-ends d'affilée, Bruxelles a connu un beau soleil et un climat sec, ce qui est quelque peu inhabituel en début d'automne. Le cinquième, celui du vendredi 21 et du samedi 22 octobre, jours de la Fête du Drapeau Rouge, il drachait ! Comble d'humour météo : le dimanche 23, le soleil revenait sur Bruxelles. Ira-t-on jusqu'à dire que la météo n'était pas communiste ?

Mais foin de la météo. Au-delà des difficultés à organiser une fête en trois petites semaines et, fait inédit dans l'histoire de notre journal, sans le moindre financement extérieur ; malgré le scepticisme ambiant, malgré le peu (quand il ne s'agissait pas de l'absence) de soutien de la part de ceux dont on aurait pu attendre davantage de solidarité, nous sommes fiers et très contents de vous l'annoncer : oui, franchement oui, notre fête fut une belle réussite.

Bilan ? Environ 500 visiteurs. Salles pleines pour les deux conférences. Les deux expositions ont été remarquées : celle présentant des documents historiques rares consacrés à Julien Lahaut, comme celle réunissant des tableaux de Manuel Escobar Lehmann et de Roger Somville. Expositions de si belle qualité que je ne résiste pas à citer Jean-Marie Chauvier, fidèle habitué des Fêtes du Drapeau Rouge d'antan : « Je ne me souviens pas d'avoir jamais vu quelque chose de semblable dans une autre des Fêtes du DR ».

Citons aussi l'hommage à Roger Somville et à l'ancien résistant Marcel Deprez, venus spécialement pour l'exposition Julien Lahaut et invités d'honneur à la Fête. Ce furent quelques minutes de simplicité, de chaleur humaine et de profondeur où, avec une remarquable présence de jeunes et de très jeunes enthousiastes, nous pûmes faire le lien entre ces chers vétérans et la nécessaire relève. Moments précieux qui justifiaient, à eux seuls, tous les efforts déployés pour cette fête.

Puis place fut faite à la musique. Le bal, les René Binamé et autres PPZ30 surent enthousiasmer une assistance bien décidée à s'amuser. Par ailleurs, Croquemitaine et son théâtre alternatif et contestataire nous ont surpris par leur imagination apparemment inépuisable.

Bref, une fête pour tous les publics. Une assistance variée et diverse déambula autour des stands des camarades espagnols, luxembourgeois, italiens et flamands. Merci pour leur présence à nos camarades de la « vieille garde » bruxelloise et aux personnalités des mondes politique et associatif. On remarquait, entre autres, Nadine Rosa-Rosso, Pierre Galand, Diana Johnstone, Baudoin Decers, Jean Bricmont, Anne-Marie Appelmans, Nadia Geerts, Manu Abramovicz...

Une conclusion s'impose : la Fête du Drapeau Rouge, que certains avaient trop vite enterrée, est toujours là et bien là !

Mieux, elle est disposée plus que jamais à persévérer, démontrant ainsi qu'avec une volonté militante et une disposition à s'investir, on peut réussir des paris difficiles sans devoir toujours attendre d'aliénantes subventions, ni d'énormes délais pour se décider.

Pablo RODRIGUEZ



Un public attentif lors de l'hommage à Somville et Deprez

Fête du DR à Liège

D comme Diantrement, R comme Réussie !



Une fête Diantrement Réussie à la salle Leonardo da Vinci
de Seraing

Certains disent « que faire ? », à la fédération liégeoise du PC, nous disons : « que dire... », tant la fête qui s'est déroulée ce 5 novembre dans la salle *Leonardo Da Vinci* de Seraing fut une réussite. En effet, nous avons eu droit à une après-midi politique qui s'est déroulée comme sur du velours – rouge, un repas beaucoup trop copieux – il en reste toujours... et une soirée courte mais de qualité.

Trois débats succincts, mais riches et peuplés, même si le public a déçu de débat en débat, fatigue oblige, mais les accros étaient satisfaits. L'Europe et le traité constitutionnel européen, introduits d'une main de maître par notre président Pierre Beauvois, ont soulevé un vif intérêt et la participation courtoise du député écolo Bernard Wesphael. Le débat suivant, dirigé par Vladimir Caller et André Beauvois, président du Rassemblement liégeois pour la paix, a piqué l'assistance sur les problèmes de l'Otan, la paix et les armes nucléaires, y compris les ponts politiques à mener sur notre territoire. Le dernier, animé par Myriam Machiroux, vice-présidente de la fédération liégeoise, et Pierre Eyben, son secrétaire politique, a lancé des tas de pistes à creuser pour un projet politique en cours d'élaboration sur des sujets divers comme l'emploi, la décroissance, le type de développement, etc.

Dans la salle, divers stands se disputaient l'espace des murs occupés par une super exposition de caricatures amenée par la fédération de Huy, les Jeunes Communistes, le Front Anti-Fasciste, le Carlo Lévi, le PC et l'asbl Espace Marx/Liège.

Pour les plus affamés, des tartes de réputation plus que régionale attendaient les palais les plus raffinés, avant de passer à un buffet dont la présentation et la saveur resteront dans les annales. Le tout a été arrosé d'un cocktail qui a fait fureur, le *Liège Volgograd* (n'hésitez pas à nous demander la recette, à base de vodka), afin de commémorer dignement le 88^{ème} anniversaire de la révolution d'octobre.

Un humble hommage fut rendu à notre camarade Marcel Baiwir pour l'édition de son livre, avant qu'Andrée des Forges n'entame ses mélodies à vous retourner les tripes, ses chansons de lutte, qui ont été ensuite entonnées, par toute l'assistance à l'aide de chansonniers offerts en souvenir.

Notre DJ local s'est chargé du reste de la soirée à l'aide d'un matos à faire pâlir les plus envieux. Le tout a bien entendu été saupoudré d'une joyeuse tombola, d'une ambiance du tonnerre, de contacts politiques plus qu'intéressants avec de nouveaux et de (sans doute) futurs membres, des copains du KP, des camarades de Bruxelles, et j'en oublie certainement...

Pour ne jamais rater ça, nous vous disons déjà : à l'année prochaine !

Myriam MACHIROUX